Le choix de la «bonne langue»

L'évolution de l'enseignement du hongrois dans l'Ukraine subcarpathique

Szilvia SZITA
INALCO/PLIDAM

Résumé : L'Europe Centrale a été pendant toute son histoire une région multiculturelle et multilingue. Une population mixte consistant de plus de vingt nationalités, habitait la Monarchie austro-hongroise. Au cours du 20ème siècle, la région de l'ancienne Monarchie a été le lieu de profonds bouleversements. D'importantes minorités d'origine hongroise se sont ainsi vues rattachées à de nouveaux états. Cette présentation examine la situation en Ukraine où, depuis l'ouverture des frontières en 1989, de nombreuses réformes ont été implémentées afin de régler la situation de la minorité hongroise. Ce processus dure encore aujourd'hui et est à l'origine de nombreuses difficultés pour les habitants de la région. Nous évaluerons l'influence de ces décisions politiques sur la vie quotidienne des minorités hongroises en Ukraine subcarpathique, en particulier quant à l'usage de la langue et à son enseignement.

Mots-clés : Europe centrale, minorité hongroise, population bilingue, assimilation, intégration.

1 Introduction

Trois options s'ouvrent aux minorités dont la langue n'est pas l'une des langues officielles de l'état dans lequel elles résident : la ségrégation, l'assimilation et l'intégration. (1) Si la communauté n'utilise que sa propre langue, on parle de *ségrégation*. (2) Si la communauté abandonne sa langue en faveur de la langue officielle qu'elle vient à utiliser de manière dominante, il s'agît d'*assimilation*. (3) Si les deux langues sont utilisées par les locuteurs en fonction du contexte, on parle alors d'*intégration* (Karmacsi, 2009, Karmacsi, 2015 : 18–21).

Les options (1) et (2) sont basées sur un choix entre les deux langues : dans le premier cas, la communauté minoritaire décide de ne pas utiliser la langue officielle de l'état, dans le deuxième, elle choisit d'abandonner sa propre langue. Seule la troisième option,

l'intégration, favorise le bilinguisme, c'est-à-dire la capacité de s'exprimer dans les deux langues.

Dans la région subcarpathique, à la frontière entre l'Ukraine et la Hongrie, la position de la minorité hongroise oscille entre la ségrégation et l'assimilation. Les membres de la communauté optent en effet majoritairement pour *une seule* langue – à savoir celle qui offre le plus d'avantages (une meilleure éducation, bien plus d'offres d'emploi, un salaire plus élevé etc.). Or, une difficulté propre à la Subcarpathie est l'impossibilité d'identifier objectivement et de manière stable cette langue. La réponse dépend en effet d'une situation politique et administrative particulièrement volatile.

De fait, les changements répétés des lois afférentes aux langues minoritaires s'opposent à toute projection à long terme. Comment décider de la langue d'éducation de ses enfants dans des circonstances aussi précaires ? Faut-il inscrire ses enfants dans une école hongroise pour qu'ils gardent leur langue et leur identité ? Ou bien doit-on les envoyer dans une école ukrainienne pour augmenter leurs chances sur le marché du travail ? La langue qui promet le plus d'avantages aujourd'hui, restera-t-elle utile demain ? La réponse, nous allons le voir, est loin d'être simple.

2 Histoire brève de la région

La Subcarpathie a connu une histoire bouleversée au cours du vingtième siècle. Jusqu'à 1919, elle fait partie de la Monarchie austro-hongroise. Après la dissolution de la Monarchie, de 1919 à 1945, la région est annexée à la Tchécoslovaquie, excepté pour une brève période à partir de 1939 quand le territoire est rattaché à la Hongrie. Après la deuxième guerre mondiale, la région est intégrée à l'Union soviétique. Depuis 1991, elle fait partie de l'Ukraine indépendante.

L'académicien Mihály Tóth décrit la situation légèrement absurde des habitants de la région de la façon suivante :

> La particularité de l'histoire des membres de cette minorité [...] est qu'ils sont devenus citoyens de cinq états différents au cours du XX^{e} siècle. En raison de l'adoption de la loi hongroise sur la naturalisation simplifiée [1] [...], certaines personnes ayant une durée de vie suffisamment longue pourraient bientôt avoir le plaisir de recevoir leur sixième nationalité sans quitter leur pays d'origine. (Tóth, 2012 : 145)

Le dernier recensement officiel de la population de l'Ukraine a eu lieu en 2001. Selon les statistiques, le nombre d'individus se considérant Hongrois s'élevait à 151500, soit 12,1% de la population de Subcarpathie et 0,3% de la population entière du pays. 46% d'entre eux vivent dans une ville ou un village dominé à plus de 80% par les Hongrois, et 62% habitent des lieux où ils constituent la majorité absolue (Molnár–Molnár, 2010 : 19). Les 78 villages et villes dans lesquels résident les populations hongroises, se situent à la frontière avec la Hongrie, la densité de ces populations étant particulièrement élevée à proximité de la ville de Beregszász (Table 1).

1. La nationalisation facilitée par l'origine hongroise est une modification de l'Acte LV (1993). Cette modification a été introduite le 26 mai 2010 et prévoit que toute personne ayant eu des ascendants hongrois et justifiant de connaissances du hongrois au niveau A2 du CEFR pourra obtenir la nationalité hongroise.

Published in : Hodieb, L. (dir.) (2021), *Plurilinguisme et tensions identitaires. Discours, représentations et médiations*, Editions des archives contemporaines, Coll. «Plidam», France, ISBN : 9782813003614, doi : https://doi.org/10.17184/eac.9782813003614

Cette distribution démographique justifie que la préférence linguistique de ces communautés s'oriente vers le hongrois. C'est ainsi la langue principale d'usage dans la vie privée ainsi que dans les média – au point que certains habitants ne parlent pratiquement jamais ukrainien (Tóth, 2012 : 146).



Légende
Majorité absolue des Hongrois
25–50% de Hongrois
10–25% de Hongrois
1–10% de Hongrois
Moins de 1% de Hongrois
5,0 : le nombre des Hongrois (à multiplier par 1000)

Table 1 : La minorité hongroise selon les deniers recensements (2001).
Copyright : István Molnár D. (Molnár–Molnár,2010 : 28)

3 Le difficile choix de langue pour l'éducation : première période, de 1991 et 2005

En 1991, l'Ukraine est un nouvel état qui doit construire son identité. Pendant plus de 40 ans, le pays faisait partie de l'Union soviétique et sa langue officielle était le russe. L'apprentissage du russe était obligatoire, contrairement à l'ukrainien qui n'était pas du tout enseigné par « souci d'unité ». Le nouvel état héberge une minorité russe très importante (17,3% de la population totale) à laquelle il doit maintenant imposer l'usage de l'ukrainien. Dès sa fondation, le souci de création d'une identité nationale forte, autant que les restrictions sur l'enseignement des langues minoritaires, déterminent la politique linguistique du pays.

Le nouvel état multiplie ses efforts afin de promouvoir l'utilisation de l'ukrainien dans tous les domaines de la société y compris les institutions gouvernementales, l'éducation, la science ou la culture (D'Anieri, 2002 : 5). Des cours d'ukrainien obligatoires sont introduits dans toutes les écoles, y compris celles des minorités – au moins en principe. En réalité, les conditions d'enseignement de l'ukrainien (qui reste, pour une partie de la population, une langue étrangère) sont plus qu'insatisfaisantes. Résultat de la crise économique prolongée et de la faible priorité accordée à l'éducation par le gouvernement, les salaires des enseignants sont maintenus à des niveaux extrêmement bas. Ces faibles rémunérations conduisent à une disparition progressive du personnel qualifié. Le manque de moyens accordés aux écoles se traduit également par un entretien insuffisant des bâtiments et des conditions de travail globalement pénibles. Si la situation des écoles ukrainiennes est difficile, celles des écoles des minorités l'est encore

Published in : Hodieb, L. (dir.) (2021), *Plurilinguisme et tensions identitaires. Discours, représentations et médiations*, Editions des archives contemporaines, Coll. «Plidam», France, ISBN : 9782813003614, doi : https://doi.org/10.17184/eac.9782813003614

plus. Ces dernières manquent en effet non seulement de professeurs compétents [2] mais aussi du matérie de base nécessaires à l'enseignement : manuels appropriés, dictionnaires et, enfin et surtout, un curriculum pour l'enseignement effectif de l'ukrainien (Chilachava & Pilipenko, 2004 : 169–72). Par conséquent, les enfants inscrits dans les écoles hongroises n'atteignent pas un niveau d'ukrainien suffisant pourqu'ils puissent envisager ensuite de s'implanter dans d'autres régions de l'Ukraine et espérer y trouver un emploi (Cserniskó, 2012).

Dans les années 1990, ce constat ne semble encore inquiéter personne. De fait, la connaissance de la langue ukrainienne n'est pas considérée comme essentielle au quotidien des habitants de la région subcarpathique ni à l'exercice de leur acitivité professionnelle. Le hongrois jouit d'un plus grand prestige que l'ukrainien, reflet d'une perception positive de la Hongrie du point de vue économique et politique. Dans ces circonstances, la minorité hongroise ne ressent pas la nécessité d'investir dans apprentissage de l'ukrainien : s_a priori_té est plutôt alors de renforcer ses liens avec la Hongrie. Une dynamique encouragée par le gouvernement hongrois qui facilite le passage de la frontière aux habitants de la région. Durant cette période, il n'est ainsi pas rare que les parents inscrivent leurs enfants dans des écoles en Hongrie ou qu'eux-mêmes y cherchent un emploi. Entre 1990 et 1995, les jeunes Subcarpathiens peuvent accéder relativement facilement à des bourses pour financer leurs études dans une université hongroise. Les opportunités d'emploi étant plus prometteuses en Hongrie, une partie des jeunes diplômés ne retourne pas en Ukraine – une tendance migratoire qui conduit à une perte significative pour la minorité subcarpathique en terme de personnel diplômé (Cserniskó, 2008).

Cette perte est d'autant plus douloureuse que le hongrois occupe une position particulière parmi les langues minoritaires : le russe excepté, c'est en effet la seule langue qui permette à ses locuteurs d'effectuer la totalité de leur scolarité, de l'école maternelle jusqu'à niveau universitaire, dans leur langue maternelle. Dans le Département de langue et culture hongroises de l'Université d'Uzhgorod/Ungvár, l'enseignement se déroule ainsi de bout en bout en hongrois et les étudiants peuvent obtenir un diplôme en philologie hongroise. En 1996, un nouvel établissement d'études supérieures ouvre ses portes à Beregovo/Beregszász. L'École supérieure spécialisée dans la formation des enseignants est financée entièrement par le gouvernement hongrois. Cette école est créée dans l'objectif de former des professeurs capables d'enseigner toutes les matières scolaires en langue hongroise. La première promotion ne compte que 40 étudiants mais ce nombre croît rapidement dans les années qui suivent (Csernicskó, 1998 : 112–114). De plus en plus de jeunes choisissent de rester en Subcarpathie plutôt que de s'expatrier en Hongrie en s'inscrivant à l'École supérieure de Beregszász. En 2006, l'établissement accueille déjà 1498 étudiants. Parmi les diplômés de cette année, 85% trouvent un poste dans la région en tant qu'enseignants, 11% sont employés dans d'autres secteurs et seulement 4% partent chercher du travail en Hongrie (www.kmf.uz.ua).

2. Les recommendations des experts de droits de l'homme et du plurilinguisme préconisent l'enseignement de la langue officielle de l'état par les professeurs bilingues (voir p. e. Skutnabb-Kangas : 1984) mais les possibilités d'obtenir un tel diplôme sont très limitées, seulement deux universités offrent ce diplôme.

Published in : Hodieb, L. (dir.) (2021), *Plurilinguisme et tensions identitaires. Discours, représentations et médiations*, Editions des archives contemporaines, Coll. «Plidam», France, ISBN : 9782813003614, doi : https://doi.org/10.17184/eac.9782813003614

La commune de Beregszász profite également de la création du nouvel établissement. Elle devient un centre important de la culture hongroise, accueille des conférences, publie des journaux littéraires et offre des opportunités pour la recherche scientifique.

La perspective de pouvoir obtenir des diplômes d'études supérieures en hongrois tout en restant en Subcarpathie, incite les parents à inscrire leurs enfants majoritairement dans les écoles hongroises En 2005, 5 541 enfants étaient inscrits dans une école hongroise dans la région de Beregszász et 1 326 dans une école ukrainienne (Séra, 2009 : 249).

4 Le choix de langue de l'éducation entre 2005 et 2010

La présidence de Victor Yushchenko à la suite de la révolution orange de 2004, est marquée par un changement radical de la politique linguistique en faveur d'une ukrainisation plutôt agressive (Kulyk, 2010). Entre 2005 et 2009, le discours politique suggère que la langue ukrainienne est en danger et qu'il faut la protéger. Parmi les décisions prises par le nouveau gouvernement, on note l'obligation pour les média de diffuser des émissions uniquement en ukrainien et de doubler tous les films étrangers (Pavlenko, 2008). La politique d'éducation change également : le gouvernement oblige les professeurs à utiliser l'ukrainien à l'école à tout moment, même en dehors des cours.

Le 25 décembre 2007, le ministre de l'éducation publie l'ordonnance n° 1171 annonçant qu'à partir de 2008, le baccalauréat devra être passé obligatoirement en ukrainien dans toutes les écoles. (Les élèves des écoles des minorités étant autorisés à utiliser un dictionnaire ukrainien-langue maternelle.) En janvier 2008, à la suite de nombreuses protestations, une autre ordonnance entre en vigueur qui établit une période transitoire de deux ans pendant laquelle les langues minoritaires pourront provisoirement continuer d'être employées (Csernicskó, 2008 : 169).

Parallèlement à ces changements dans la politique d'éducation en Ukraine, un autre événement influence la perception de ce que doit être le « bon choix de langue » pour la communauté hongroise. En décembre 2004, un référendum a lieu en Hongrie sur le thème de la naturalisation simplifiée des membres des communautés minoritaires à l'extérieur des frontières. Bien qu'une majorité des Hongrois se prononce en faveur de la proposition (51,57% en faveur contre 48,43% contre), le résultat du référendum n'est pourtant pas validé faute d'avoir atteint le quota de 25% de participants. Ce résultat donne lieu à un sentiment de déception et de fatalismes au sein des populations hongroises des pays avoisinants (c'est dumoins là l'image véhiculée par les organes de presse) : ils se sentent abandonnés, considérés comme « des Hongrois de second rang dont personne ne veut » (Papp, 2010 : 7–9).

L'emphase mise sur la langue nationale par le gouvement ukrainien et le sentiment d'être abandonnés par la Hongrie, fait basculer le choix des parents hongrois vers les écoles ukrainiennes. Les nouvelles régulations du Ministère de la Science et de l'Éducation ukrainien incitent également à prendre ce chemin. L'arrêt du 20 mars 2008 (n° 244/2008) prévoit en ce sens l'amélioration de la qualité de l'enseignement de l'ukrainien dans les écoles. Cet arrêt concerne aussi les écoles (jusqu'alors mono-

Published in : Hodieb, L. (dir.) (2021), *Plurilinguisme et tensions identitaires. Discours, représentations et médiations*, Editions des archives contemporaines, Coll. «Plidam», France, ISBN : 9782813003614, doi : https://doi.org/10.17184/eac.9782813003614

lingues) des minorités où un certain nombre de ces matières doit être enseigné en ukrainien à partir de l'âge de 11–12 ans, le nombre des matières augmentant chaque année. Pour pouvoir s'inscrire dans une université ukrainienne, seul le baccalauréat en littérature et langue ukrainiennes est accepté, un baccalauréat en littérature et langue minoritaires ne garantissant plus ce droit.

Les conséquences de l'arrêt du 20 mars 2008 sont immédiates. Les parents, par peur de priver leurs enfants de tout accès à l'enseignement supérieur, désinscrivent les enfants des écoles hongroises pour les inscrire dans des écoles ukrainiennes. Le nombre d'élèves dans les écoles hongroises décroît significativement. Dans certains villages, les écoles se voient largement désertées. Seules les familles roms font encore le choix de maintenir leurs enfants dans des écoles hongroises monolingues (Tóth, 2012 : 147). La décision d'abandonner sa langue maternelle en réponse à des considérations pragmatiques est qualifiée par le chercheur István Cserniskó de « stratégie de survie imposée » (Cserniskó, 2011).

En septembre 2008, la délégation ukrainienne du Comité trans-gouvernemental des minorités constate :

> Il est "naturel" que les parents dans la région subcarpathienne inscrivent leurs enfants dans des écoles ukrainiennes car "ils ne veulent pas [...] rendre leur vie plus difficile en leur faisant apprendre la langue et la culture hongroises". (Séra, 2009 : 250)

La réponse du gouvernement hongrois ne tarde pas. Le gouvernement fait appel à la minorité hongroise, soulignant l'importance de conserver son identité tout en demeurant implantés au-delà des frontières (Séra, 2009).

Le communiqué de la délégation ukrainienne du Comité trans-gouvernemental de septembre 2008 et la réponse hongroise ont pour point commun de placer tous deux les intérêts de leur nation respective avant ceux des personnes. L'individu est considéré comme porteur d'une obligation morale de rester fidèle à l'état choisi, même si cela doit donner lieu à des sacrifices. Dans cette constellation, la relation entre le hongrois et l'ukrainien ne peut se manifester autrement que comme un rapport de force – avec des alternances de victoires et de défaites selon le cadre politique et administratif en vigueur. Cet état de fait conduit, bien évidemment, à une incertitude profonde des parents face au *bon choix* de la langue d'éducation de leurs enfants. Le choix d'une école, une considération relativement banale dans d'autres régions, devient en Subcarpathie un choix politique qui n'a de valeur qu'à court terme.

Favoriser le bilinguisme aurait dans ces circonstances des avantages évidents. Une telle pratique permettrait d'une part aux minorités de se libérer des influences politiques. La flexibilité accrue dans l'utilisation des deux langues autoriserait par ailleurs une plus grande mobilité à l'intérieur du pays ainsi qu'au-delà des frontières. Pourtant, malgré des avantages évidents, le bilinguisme n'est pas considéré comme un choix envisageable. Bien au contraire : selon le discours politique dominant, apprendre l'ukrainien et le hongrois en parallèle conduirait à « rendre la vie des jeunes plus difficile », comme on peut le lire dans le message de la délégation ukrainienne du Comité trans-

Published in : Hodieb, L. (dir.) (2021), *Plurilinguisme et tensions identitaires. Discours, représentations et médiations*, Editions des archives contemporaines, Coll. «Plidam», France, ISBN : 9782813003614, doi : https://doi.org/10.17184/eac.9782813003614

gouvernemental. Dans ce contexte, le bilinguisme n'apporte aucune valeur ajoutée et ne peut être considéré comme une option viable.

La ségrégation (qui était jusqu'alors le premier choix de la population hongroise) cède la place en 2008 à l'assimilation – au moins pendant quelques années. En 2010, le gouvernement change. Deux semaines après sa nomination en mars 2010, le nouveau ministre de l'Éducation publie l'ordonnance n° 238 selon laquelle le baccalauréat peut être passé à nouveau dans les langues minoritaires (Riabchun, 2010).

5 De 2010 à nos jours

En 2010, le gouvernement hongrois simplifie le processus d'obtention de la nationalité hongroise. Un examen de langue au niveau A2 (qualifié de « niveau de survie ») du Cadre européen commun de référence pour les langues et une preuve de l'origine hongroise suffisent pour obtenir un passeport hongrois.

Dans la même année, l'état hongrois lance le programme *Szülöföldön magyarul* (En hongrois, dans le pays natal) [3] Ce programme offre des subventions aux établissements au sein desquels la culture et la langue hongroises sont enseignées. Il accorde des bourses aux élèves, un financement pour l'achat de livres et de matériel de cours. Le programme souhaite promouvoir une éducation de qualité tout en permettant aux familles concernées de maintenir leur résidence en Subcarpathie.

Le processus de naturalisation simplifiée accroît l'attrait de la langue pour tous ceux qui possèdent des ancêtres hongrois. Il offre, en sus, un moyen relativement aisé d'entrée dans l'Union européenne. L'enseignement du hongrois en tant que langue étrangère prend alors des proportions inédites. Alors que jusqu'en 2010, seulement 2–3 écoles de langues subcarpathiques offraient des cours de hongrois, en 2011 on en compte déjà une vingtaine. La situation politique et économique et, à partir de 2014, le conflit militaire à l'Est de l'Ukraine, rend le passeport hongrois particulièrement désirable. En 2016, le nombre des écoles de langues passe à 52 avec un nombre total de 2064 apprenants. En 2017, leur popularité augmente encore : 4105 personnes y sont inscrites. Les raisons pour apprendre le hongrois sont multiples. Dans un questionnaire anonymisé les participants justifient cet engoûment par les raisons suivantes : (1) l'obtention de la nationalité hongroise (2) la préservation de la langue des ancêtres (3) le contact avec les entreprises hongroises et (4) l'accueil des touristes (Karmacsi, 2015 : 12).

Cependant, la popularité du hongrois en tant que langue étrangère ne lui garantit pas un statut stable au sein des établissements d'éducation. En 2017, une nouvelle proposition de loi prévoit qu'à partir de septembre 2018, les minorités n'auraient le droit d'utiliser leur langue dans les établissements d'éducation que jusqu'à l'âge de 12 ans. Le reste de leurs études sera obligatoirement effectué en ukrainien.

Cette loi est sévèrement critiquée par les institutions de l'Union européenne car elle s'oppose aux droits fondamentaux des minorités. Elle sera modifiée à plusieurs reprises jusqu'à ce qu'en mars 2018, elle soit finalement révoquée. L'abandon de cette

3. http://bgazrt.hu.

Published in : Hodieb, L. (dir.) (2021), *Plurilinguisme et tensions identitaires. Discours, représentations et médiations*, Editions des archives contemporaines, Coll. «Plidam», France, ISBN : 9782813003614, doi : https://doi.org/10.17184/eac.9782813003614

proposition met un terme à toute régulation encadrant l'utilisation des langues minoritares (Tóth, 2018). Ne restent que les paragraphes de la Constitution ainsi que ceux de la Déclaration d'indépendance de l'Ukraine pour garantir les droits des minorités, y compris pour l'utilisation de leurs langues. Néanmoins, ces textes ne définissent qu'un cadre juridique très général et ne proposent aucune directive concrète d'implémentation.

6 Conclusions

La minorité hongroise de Subcarpathie a connu de nombreux bouleversements au cours du vingtième siècle. Depuis 1991, date de la création de l'État ukrainien, sa situation ne s'est pas stabilisée. Bien au contraire : l'enchaînement des décisions politiques en Ukraine et en Hongrie oblige la population à reconsidérer, à intervalles réguliers, le choix de la langue d'éducation des enfants. La nécessité de s'adapter à une situation particulièrement volatile renforce tantôt une pratique de ségrégation, tantôt une pratique d'assimilation – et cela depuis 30 ans. Dans de telles circonstances, faire *le* bon choix linguistique apparaît comme une tâche impossible. Un choix rationnel présupposerait en effet que l'individu détient les éléments nécessaires à décision informée et responsable. Or, aujourd'hui, de nombreux facteurs se trouvent hors du contrôle des minorités. Tant le choix de la langue minoritaire (conduisant à un processus de ségrégation) que celui de la langue de l'état (donnant lieu à un processus l'assimilation) ne peuvent être que des choix à court terme.

L'utilisation parallèle des deux langues (susceptible de favoriser un processus d'intégration) pourrait offrir une alternative. Le bilinguisme pourrait, en principe, favoriser la participation des Hongrois de Subcarpathie à la société ukrainienne tout en leur permettant de conserver leur identité culturelle. Pourtant, une telle optique semble aujourd'hui hors d'atteinte. D'une part, la volonté nécessaire à l'implémentation d'une éducation bilingue fait défaut. D'autre part, les politiques actuelles, qu'elles soient ukrainienne ou hongroise, n'attribuent aucune valeur ajoutée au bilinguisme. Ainsi, cette possibilité reste, à l'heure actuelle au moins, une utopie.

7 Post scriptum

Depuis la présentation de cette communication au printemps 2018, les débats relatifs à une nouvelle loi sur l'éducation ont continué : la nouvelle proposition qui sera discutée à partir de mars 2019 souhaite « assurer l'utilisation fonctionnelle de l'ukrainien comme langue de l'état ». La proposition prévoit notamment que l'ukrainien sera la seule langue utilisée dans la plupart des domaines de la société. Fin 2018, la proposition a été soumise à la Commission de Venise du Conseil de l'Europe qui la sévèrement critiquée. La position officielle de l'UE est que la future loi doit être conforme aux normes internationales. En particulier, elle devra se conformer à la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires et à la Convention-cadre pour la protection des minorités nationales (Tóth & Cserniskó 2019).

Published in : Hodieb, L. (dir.) (2021), *Plurilinguisme et tensions identitaires. Discours, représentations et médiations*, Editions des archives contemporaines, Coll. «Plidam», France, ISBN : 9782813003614, doi : https://doi.org/10.17184/eac.9782813003614

Références

Arnot, Madeleine & Schneider, Claudia & Welply, Oakleigh (2013) : « Education, mobilities and migration : people, ideas and resources », *A Journal of Comparative and International Education*, 43 n° 5, p. 567-579

Cummins, John (2017) : « Teaching minoritized students : Are additive approaches legitimate ? » *Harvard Educational Review*, 87 n° 3, p. 404–425.

Csernicskó, István (2008) : « Nyelv és azonosságtudat összefüggései a kárpátaljai magyar közösségben », *Ertékek, dimenzióka magyarságkutatásban*, Budapest : Magyar Tudományos Akadémia, p. 153–173.

Csernicskó, István (2009) : « Nyelv, oktatás és azonosságtudat összefüggései Ukrajnában », *Nyelv, identitás és anyanyelvi nevelés a XXI. században.* Ungvár : PoliPrint.

Csernicskó, István (2011) : *Egy kényszerü „túlélési stratégia" : a többségi nyelven való tanulás.* Együtt n° 4, p. 81–94.

Csernicskó, István (2012a) : *Megtanulunk-e ukránul ? A kárpátaljai magyarok és az ukrán nyelv*, Ungvár : PoliPrint.

Csernicskó, István (2012b) : « Az államnyelv oktatásának javítására tett kísérletek Kárpátalján ». *Alkalmazott Nyelvtudomány* XII p. 17–31.

D'Anieri, Paul (2002) : « Debating the Assumptions of State-Led Nation Building in Ukraine. », *Dilemmas of State-led Nation-State Building in Ukraine*, Westport : Praeger Publishers.

Gál, Susan (1999) : « Mi a nyelvcsere és hogyan történik ? », *Regio* n° 1, p. 66–76.

Karmacsi, Zoltán (2009) : « Nyelvi attitüd : gyengítö és erösítö tényezök Kárpátalján a magyar nyelv estében », *Nyelvideológiák, attitüdök és sztereotípiák,* Budapest – Dunaszerdahely – Nyitra : MTA Nyelvtudományi Intézet – Gramma Nyelvi Iroda – Konstantin Filozófus Egyetem Közép-európai Tanulmányok Kara.

Karmacsi, Zoltán (2015) : *Stratégiák az etnikailag heterogén családokban nevelkedö gyermekek nyelvi szocializációjában Kárpátalján*, Budapest : ELTE.

Kulyk, Volodymyr (2013) : « Combining identity and integration : comparative analysis of schools for two minority groups in Ukraine », *A Journal of Comparative and International Education*, 43 n° 5, p. 622-645

Molnár, József & Molnár D., István (2005) : *Kárpátalja népessége és magyarsága a népszámlálási és népmozgalmi adatok tükrében.* Beregszász : II. Rákóczi Ferenc Kárpátaljai Magyar Föiskola Matematika és Természettudományi Tanszék.

Muravyev, Alexander & Talavera, Olexandr (2016) : « Can state language policies distort students' demand for education ? », *Journal of Comparative Economics* 44, p. 383–399.

Papp Z., Attila (2014) : « Kisebbségi identitáskonstrukciók a kettös magyar állampolgárság által », *Regio* 22 n° 1, p. 118–155.

Séra, Magdolna (2009) : « Az iskolai tannyelvválasztás a kárpátaljai kisebbség jövöje és társadalmi mobiltitása szempontjából », *Határhelyzetek II : Kultúra – Oktatás – Nyelv – Politika*, Budapest : Balassi Intézet Márton áron Szakkollégium.

Sánchez, María Teresa & García, Ofelia & Solorza, Cristian (2018) : « Reframing language allocation policy in dual language bilingual education », *Bilingual Research Journal* 41 n° 1, p. 37-51.

Skutnabb-Kangas, Tove (1984) : *Bilingualism or Not : The Education of Minorities*, Clevedon, Avon : Multilingual Matters.

Toomey, Michael (2018) : « History, Nationalism and Democracy : Myth and Narrative in Viktor Orbán's 'Illiberal Hungary' New Perspectives », *Interdisciplinary Journal of Central and East European Politics and International Relations.* Volume 26 n° 1, p. 87–109.

Tóth Mihály (2012) : « Hungarian National Minority of Ukraine : Legal and Practical aspects of Realisation of Minority Rights », *Acta Universitatis Sapientiae : Legal Studies*, p. 143-148.

Tóth, Mihály & Csernicskó, István (2014) : *Tudományos-gyakorlati kommentár Ukrajnának az állami nyelvpolitika alapjairól szóló törvényéhez.* Ungvár – Budapest : Intermix Kiadó.

Tóth, Mihály & Csernicskó, István (2019) : *The right to education in minority languages. Central European traditions and the case of Transcarpathia.* Beregszász : II. Rákóczi Ferenc Kárpátaljai Magyar Föiskola Magyar Tanszéki Csoport, Hodinka Antal Intézet.

Published in : Hodieb, L. (dir.) (2021), *Plurilinguisme et tensions identitaires. Discours, représentations et médiations*, Editions des archives contemporaines, Coll. «Plidam», France, ISBN : 9782813003614, doi : https://doi.org/10.17184/eac.9782813003614